

AON Tech & Covéa Protection Juridique s'associent pour proposer une offre d'assistance juridique.

Vos services de protection juridique



UN SERVICE D'INFORMATION JURIDIQUE

Le point fort :
Accessible par téléphone, sans
rendez-vous ni surcoût.



UNE ÉQUIPE DE JURISTES EXPERTS EN NÉGOCIATION

Le point fort :
Les juristes engagent immédiatement
une négociation chaque fois qu'elle est
envisageable, pour tenter d'éviter une
procédure longue et coûteuse.



UN ACCOMPAGNEMENT JUDICIAIRE *

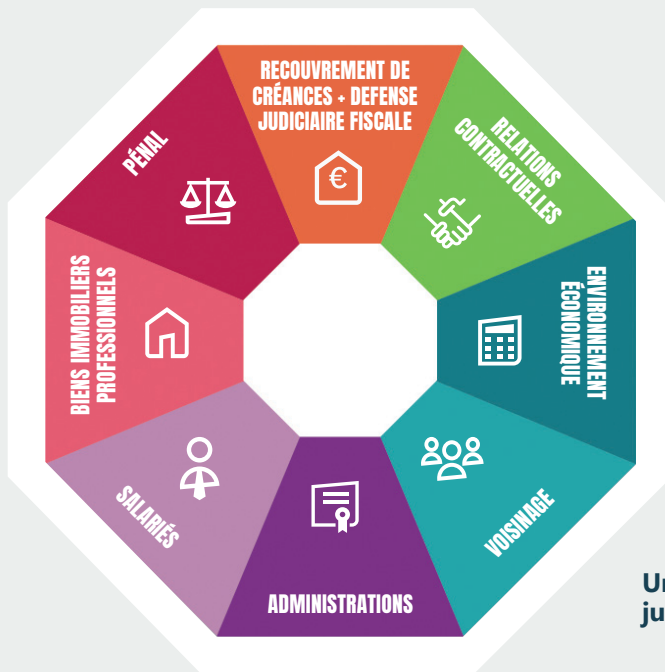
Le point fort :
En cas d'échec de la négociation amiable,
des juristes spécialisés par domaines de droit
accompagnent le client jusqu'au judiciaire y
compris pour faire exécuter la décision de
justice.



ACCÈS GRATUIT À LA DOCUMENTATION JURIDIQUE GRÂCE À NOTRE PARTENAIRE

ROCKETLAWYER.

Le point fort :
Mise à disposition de près de 500 guides et documents
juridiques personnalisables grâce à une plateforme qui
permet de créer rapidement ses propres documents
juridiques en répondant à quelques questions simples.



Une couverture étendue

+ L'assistance à la communication de crise

La recherche d'aides et de subventions

Le web nettoyage

L'atteinte à l'e-réputation

Un plafond total de dépenses jusqu'à 50 000 € par litige

Exemple d'un litige salarié

Une entreprise de services numérique est convoquée devant le Conseil de Prud'hommes par un ancien salarié qui conteste son licenciement et sollicite le règlement d'heures et de congés non payés. Elle demande l'accompagnement de sa protection Juridique pour se défendre.

Exemple d'un litige E-réputation

Un chef d'entreprise prend connaissance de propos injurieux à son encontre laissés par un concurrent sur un réseau social.

Il souhaite obtenir l'aide de sa protection juridique pour faire retirer ces propos.

Exemple d'un litige fournisseur

Une entreprise de services du numérique a commandé des cartes graphique auprès de son fournisseur habituel. Au dernier moment, son fournisseur lui indique qu'il ne pourra pas les livrer à la date prévue. L'entreprise demande à plusieurs reprises le remboursement de sa commande et d'indemnisation de son préjudice au fournisseur mais elle n'obtient aucune réponse. Elle sollicite donc l'accompagnement de sa protection juridique pour tenter de trouver une solution amiable à ce litige.

Aon France

Siège social | 31-35 rue de la Fédération | 75717 Paris Cedex 15 | t +33(0)1 47 83 10 10 | f +33(0)1 47 83 11 11 | aon.com N° ORIAS 07 001 560 | SAS au capital de 46 027 140 euros | 414 572 248 RCS Paris | N° de TVA intracommunautaire : FR 22 414 572 248

GARANTIE FINANCIÈRE ET ASSURANCE DE RESPONSABILITÉ CIVILE PROFESSIONNELLE CONFORMES AUX ARTICLES L512-7 ET L512-6 DU CODE DES ASSURANCES

Covéa Protection Juridique

Société anonyme, au capital de 88 077 090,60 € | RCS Le Mans 442 935 227 | Siège social : 33 rue de Sydney 72 045 Le Mans Cedex 2 | Entreprise régie par Le Code des Assurances

Rocket Lawyer

ELS Partnership BV, pour le compte de Rocket Lawer C.V
- Siret N° 82305870600024 - N° de TVA : FR 02 823058706
Enregistrée au 42, rue de Villiers 92300, Levallois Perret, France. contact@rocketlawyer.fr

